

ESPAGNE

Lors des manifestations, la police ne doit pas recourir à la violence

Index AI : EUR 41/010/02

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

À la veille du sommet de l'Union européenne (UE), qui aura lieu ce week-end à Séville, et alors que des informations font état d'affrontements entre grévistes et policiers, Amnesty International exhorte de nouveau les autorités espagnoles à veiller à ce que le maintien de l'ordre, lors d'éventuelles manifestations, soit effectué dans le respect du droit à protester pacifiquement.

Le sommet de l'UE se tient alors que l'Espagne connaît une grève générale et que des immigrés occupent des locaux de l'université Pablo de Olavide de Séville. À cela s'ajoute la perspective d'un certain nombre de manifestations au cours des prochains jours.

« On ne saurait trop souligner à quel point il est important d'autoriser les gens à se rassembler pour exprimer sans violence leurs opinions » a déclaré Amnesty International.

Des responsables de l'application

des lois ont de toute évidence eu recours à une force excessive, appliquée sans discernement, lors d'une manifestation anti-mondialisation qui s'est tenue à Barcelone en juin 2001, ainsi qu'à l'occasion d'une manifestation d'étudiants, à Las Palmas de Gran Canaria, en novembre de la même année. Ces précédents avaient déjà incité l'organisation de défense des droits humains à lancer un appel similaire juste avant le sommet de l'UE de Barcelone, en mars 2002.

« Les méthodes employées pour le maintien de l'ordre doivent obéir à un impératif de modération. Les droits des personnes qui participent à des manifestations non violentes doivent être respectés », a ajouté Amnesty International.

Amnesty International a reçu récemment des informations selon lesquelles des agents de la police nationale auraient agressé physiquement et appréhendé sans justification une secrétaire médicale appartenant à l'Unión General de Trabajadores (UGT, Union générale des travailleurs), Inmaculada Alascio. Les faits se seraient produits le 14 juin dernier, alors qu'Inmaculada Alascio peignait à la

bombe, en compagnie de deux collègues syndicalistes, des slogans en faveur de la grève générale du 20 juin, sur un mur d'un centre commercial de Séville. Amnesty International n'est pas en mesure de se prononcer sur la véracité des accusations de brutalités policières formulées à cette occasion par l'UGT, qui font actuellement l'objet d'une information judiciaire.

Amnesty International a lancé un appel de dernière minute aux participants du sommet de Séville. Cet appel peut être consulté sur le site suivant : <http://www.amnesty-eu.org> _

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : www.amnesty.org